



EN GRÈVE LE MARDI 11 OCTOBRE 2011

Ce n'est pas aux salariés de payer la crise !

- Contre les politiques d'austérité
- Pour des moyens à la hauteur de nos missions
- Pour de bonnes conditions de travail



Le gouvernement a décidé d'avancer à grands pas dans sa politique de rigueur et d'austérité sous le dictat du FMI, de la BCE et de l'Union Européenne, dans le prolongement du pacte « Euro plus ». Il engage des réductions budgétaires drastiques qui vont encore baisser le pouvoir d'achat des salariés (hausse du prix de certains produits de consommation courante, des contrats des complémentaires santé, de la CSG, avec gel des subventions de l'État aux collectivités territoriales risquant de se traduire par la hausse des impôts locaux et une nouvelle dégradation des services publics), augmentation des impôts directs et taxes plutôt qu'une fiscalité véritablement progressive. Il refuse de revenir sur les 170 milliards d'exonérations et d'aides fiscales faites aux entreprises. Il accentue la Révision Générale des Politiques Publiques : accélération des suppressions d'emplois, continuation des restructurations et fermetures de services, suppressions de classes, remises en cause de structures hospitalières, recours massifs à des personnels précaires, externalisations de missions vers le secteur privé, dégradations des conditions de travail, gel de la valeur du point d'indice et généralisation prévue de la rémunération au mérite et à la performance pour toute la fonction Publique.

Pour lutter contre la crise et arrêter les politiques de casse sociale, la CGT exige à l'inverse :

- ✓ La revalorisation des salaires, pensions et minima sociaux (SMIC à 1700€ brut),
- ✓ L'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations à tout va,
- ✓ Le développement des politiques publiques (sortie de la RGPP, abrogation de la loi sur la mobilité...),
- ✓ La taxation prioritaire des hauts revenus et l'accroissement des mécanismes de progressivité de l'impôt,
- ✓ La création d'un pôle financier public,
- ✓ Une réelle taxation des mouvements spéculatifs dans le cadre d'une redistribution et d'une réappropriation des richesses par le monde du travail,
- ✓ Une éradication des paradis fiscaux.

A la DGFIP, la politique antisociale du gouvernement marche à plein. Elle continue, coûte que coûte, une réforme dont les conséquences sont catastrophiques : missions mises à mal, mise en concurrence des agents et des services, conditions de travail inacceptables avec une réelle augmentation des risques psychosociaux.

A la DDFIP 64, à de nombreuses reprises les agents ont interpellé la direction, notamment en décembre 2010 lors de la venue sur le département de M. MAZAURIC, n°2 à la DG, en dénonçant les suppressions d'emplois.

Les restructurations, déménagements, travaux et transferts de tâches sans les emplois correspondants continuent, la pression sur les agents ne faiblit pas, les règles de gestions sont régulièrement entaillées (affectations non respectées par exemple), les fermetures à la réception sont imposées en raison du manque d'agents (trésoreries rurales, caisse de la DDFIP), les services sont en sous-effectifs, les formations, les notes de services, les nouvelles applications se multiplient, etc...

Les agents n'en peuvent plus, ça craque dans les services !

A la CGT Finances Publiques 64 nous avons des revendications :

- x Pas de rémunération au mérite, augmentation de la valeur du point d'indice
- x Arrêt des suppressions d'emplois, comblement immédiat de toutes les vacances d'emplois et création d'emplois à hauteur des besoins
- x Arrêt des restructurations et des transferts de charges
- x Respect de la séparation entre Ordonnateur et Comptable
- x Respect des métiers et moyens pour les exercer
- x Respect des règles statutaires et de tous les droits des agents (congés, autorisations d'absences, formation, carrière, mutations, affectations, remboursements de frais, ...)
- x Refus de la polyvalence généralisée, de la dictature des indicateurs, pour pouvoir réaliser l'ensemble de nos missions dans de bonnes conditions de travail

C'est pourquoi nous appelons les agents à être massivement en grève le 11 octobre, dans le cadre de l'appel national CGT DGFIP et Union SNUI-SUD-SOLIDAIRES à la grève, ainsi que de l'appel interprofessionnel à la mobilisation lancé par les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA.